Quand les infrastructures nous racontent les tensions politiques. Le cas d'un réseau dans la plaine du Népal

Romain Valadaud, Olivia Aubriot

▶ **To cite this version:**

Romain Valadaud, Olivia Aubriot. Quand les infrastructures nous racontent les tensions politiques. Le cas d'un réseau dans la plaine du Népal. 2021, pp.12-13. hal-03491715

HAL Id: hal-03491715
https://hal.science/hal-03491715

Submitted on 17 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

ASAinfo

7 mai 2021

Titre : Quand les infrastructures nous racontent les tensions politiques.
Le cas d'un réseau dans la plaine du Népal
Romain Valadaud et Olivia Aubriot

Jusqu'aux années 1950, le Népal connaissait essentiellement une irrigation traditionnelle, à petite échelle, avec notamment des canaux à flanc de montagne. En s'ouvrant aux bailleurs de fonds internationaux, il a vu sa plaine (le Téraï) -située dans le piémont himalayen- se fleurir de grands systèmes d'irrigation étatiques. Le plus grand d'entre eux, le Sunsari Morang Irrigation System (SMIS), dans l'est du Téraï, dévie l'eau de la rivière Koshi, principal affluent du Gange, pour irriguer, grâce à ses vingt canaux secondaires, 64 000 hectares de rizières. Après une première construction partielle et infructueuse dans les années 1970, le réseau a été réhabilité et progressivement agrandi des années 1980 à 2000. Au vu de la taille de ce système d'irrigation, nos recherches se sont portées plus particulièrement sur l'un de ses canaux secondaires, le 9^{e}, dénommé Sitaganj. Ce canal alimente 14 canaux tertiaires, qui eux-mêmes délivrent l'eau à des chenaux, et ces derniers à des petits canaux qui irriguent chacun 4 ha de rizières. Ainsi cette arborescence hiérarchisée de canaux permet à Sitaganj d'irriguer les champs de plusieurs centaines de paysans, et d'alimenter, en théorie, près de 8 000 ha. La distribution de l'eau se fait à tour de rôle entre Sitaganj et les autres canaux secondaires, mais aussi entre les canaux tertiaires d'un canal secondaire. Les canaux étaient initialement gérés par les ingénieurs du Département de l'irrigation avant que des associations d'irrigants ne soient créées dans les années 1990 et soient rendues responsables de la maintenance des canaux tertiaires et des niveaux inférieurs, ainsi que de la distribution de l'eau sur l'ensemble de ces canaux. Cette transition, justifiée par la nécessité de réduire le budget étatique, ne s'est cependant pas faite sans problèmes. L'étude des transformations des infrastructures d'irrigation permet alors de lire les enjeux politiques qui traversent, et ont traversé, les zones rurales du Téraï.

Les premières élections de l'association d'usagers du canal de Sitaganj ont eu lieu en 1996. Cette même année commence la Guerre du Peuple au Népal, qui opposera le gouvernement royaliste aux rebelles maoïstes pendant 10 ans. Durant cette période, les jeunes associations d'irrigants, tout juste formées, ne seront plus soutenues dans l'apprentissage de leurs tâches de gestion par les ingénieurs gouvernementaux, effrayés par les rebelles maoïstes parcourant les zones rurales qui s'en prenaient à tout représentant du gouvernement. Pareillement le personnel embauché par les balbutiantes associations sera confronté directement à la violence de la guerre puisque l'un des collecteurs de la taxe sur l'eau d'irrigation sera, sous prétexte de collaboration avec le gouvernement royaliste, tué sous une des vannes du canal.

Lors de cette période troublée, les canaux se sont progressivement ensablés mais aussi détériorés, des brèches empêchant les agriculteurs plus en aval d'accéder à l'eau. Le manque de coordination entre les irrigants pour remédier à cette situation a incité certains à la prise d'initiatives individuelles. De nombreux irrigants ont alors modifié les infrastructures du réseau. La présence de prises d'eau illégales sur les canaux tertiaires constitue la modification la plus commune. Une telle prise d'eau consiste en un tube en plastique (peu cher et aisément disponible) placé en travers des diguettes en terre constituant les flancs des canaux. Cela permet de dévier l'eau directement dans les champs sans passer par le chenal, ni les canaux de niveau inférieur. Ces prises d'eau illégales sont courantes en amont de Sitaganj, et leur fréquence se réduit au fur et à mesure que l'on se déplace vers l'aval. Elles traduisent une véritable inégalité dans l'accès à l'eau d'irrigation car, court-circuitant la hiérarchie des canaux, voire évitant le calendrier de rotation des distributions de l'eau si la prise est mise directement sur le canal secondaire, elles réduisent la quantité d'eau disponible pour les irrigants de l'aval.

A la sortie de la Guerre du Peuple, le gouvernement népalais a repris son soutien aux associations d'irrigants. Pourtant la situation sur le réseau ne s'est pas améliorée ; les prises d'eau illégales sont toujours présentes, car après plus de vingt ans d'existence, elles sont devenues partie intégrante des pratiques des irrigants de l'amont. Quant à ceux de l'aval, lésés, ils organisent régulièrement des patrouilles nocturnes pour boucher les tuyaux. Mais pourquoi ces prises d'eau illégales n'ont-elles pas

été retirées lors des projets de rénovation de Sitaganj ? C'est ici que les modifications sur l'infrastructure deviennent politiques, c'est-à-dire qu'elles s'insèrent dans les relations de pouvoir locales qui traversent l'association d'irrigants.
Ces prises d'eau sont en effet au centre des débats politiques de l'association. Les élections les plus récentes (2018) ont vu s'opposer deux factions, l'une, déjà au pouvoir, souhaitant garder ces prises d'eau, et l'autre souhaitant les retirer. La campagne, houleuse, avec manipulations et pots-de-vin des deux côtés, met en scène bien plus que les irrigants. Hommes politiques et riches agriculteurs (certes également irrigants) s'impliquent financièrement afin d'aider l'un des deux camps. En soutenant un candidat à la présidence de l'association, les hommes politiques espèrent pouvoir obtenir, par la suite, des faveurs de ce candidat, que ce soit pour obtenir plus d'eau pour leurs champs, ou ceux de leurs partisans, ou tout simplement pour s'assurer les votes d'une partie des irrigants de Sitaganj. Les tuyaux des prises illégales sont donc des éléments infrastructurels qui jouent un rôle clé dans la politique locale. Ils sont instrumentalisés au-delà de la gestion du système d'irrigation, en plus de pouvoir déterminer, en partie, quelles personnes s'assurent du contrôle de la distribution de l'eau, cruciale ressource sur des territoires encore très dépendants de l'agriculture. S'intéresser à l'aspect politique des infrastructures d'irrigation est alors une manière de mettre en lumière les réseaux d'entraide, de clientélisme ou de soutiens politiques sous-jacents à la dynamique de gestion d'un système d'irrigation.

Des infrastructures endommagées : la prise d'eau d'un chenal depuis un canal tertiaire, en compagnie du président de ce chenal(Cliché : R.Valadaud 2017)